

PROCOLE N° 5.

SÉANCE DU 8 JUIN 1886.

La Conférence s'est réunie à 2 heures de l'après-midi, sous la présidence du Comte Inouyé.

Étaient présents:

Pour le Japon:

Le Comte Inouyé et M. Aoki;

Pour la France:

M. Sienkiewicz;

Pour l'Autriche-Hongrie:

Le Comte Charles Zaluski;

Pour la Grande-Bretagne:

Sir Francis R. Plunkett;

Pour l'Italie:

M. de Martino;

Pour la Belgique:

M. Neyt;

Pour les États-Unis d'Amérique:

M. Hubbard;

Pour l'Allemagne:

M. von Holleben et M. Zappe;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et la Norvège, et pour le Danemark:

M. van der Pot;

Pour l'Espagne:

M. Delavat;

Pour le Portugal:

M. Loureiro;

Pour la Russie:

M. de Speyer;

Pour la Confédération suisse:

M. von Holleben et M. Wolff.

Le Président propose qu'il soit procédé à la signature du protocole de la dernière séance et demande si auparavant aucun Délégué n'a d'observations à formuler.

M. van der Pot demande à faire les observations suivantes sur le discours du Délégué des États-Unis qui figure au protocole de la dernière séance.

"Monsieur le Président,

"Dans l'éloquent discours prononcé au cours de la dernière séance par notre honorable collègue le Délégué des États-Unis, il y a quelques points sur lesquels je désirerais

PROTOCOL N° 5.

MEETING OF THE 8<sup>TH</sup> JUNE, 1886.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon, under the presidency of Count Inouye.

There were present:

For Japan:

Count Inouye and Mr. Aoki;

For France:

Mr. Sienkiewicz;

For Austria-Hungary:

Count Charles Zaluski;

For Great Britain:

Sir Francis R. Plunkett;

For Italy:

Mr. de Martino;

For Belgium:

Mr. Neyt;

For the United States of America:

Mr. Hubbard;

For Germany:

Mr. von Holleben and Mr. Zappe;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark:

Mr. van der Pot;

For Spain:

Mr. Delavat;

For Portugal:

Mr. Loureiro;

For Russia:

Mr. de Speyer;

For the Swiss Confederation:

Mr. von Holleben and Mr. Wolff.

The President proposed that the Protocol of the previous meeting should be signed, and enquired whether, before doing so, any Delegate had any remarks to offer.

Mr. van der Pot begged to make the following observations with reference to the speech of the Delegate of the United States which appeared in the Protocol of the last meeting.

"Mr. President,

"In the eloquent speech delivered by our Hon. Colleague, the Delegate of the United States at our last meeting, there are a few items to which I would venture to call his

"appeler son attention, car ils nécessitent, à mon avis, de légères rectifications.

"A la page 6 et à la page 7 du protocole N<sup>o</sup> 4 nous trouvons un résumé historique de la question du tarif, résumé que le Délégué des Etats-Unis déclare exact et fidèle et sur lequel il base ses conclusions. Comme l'un des membres de la Commission nommée par la Conférence en 1882, il me sera permis peut-être d'avoir une opinion différente et de présenter à mon tour un aperçu historique conforme aux faits tels qu'ils se sont produits.

"La Commission nommée par la Conférence de 1882 a bien désigné un comité de négociants chargé de contrôler les valeurs imposables du tarif d'importation telles qu'elles avaient été calculées par le Gouvernement japonais; mais elle n'a rien fait de plus, ses travaux s'étant trouvés suspendus par un vote de la Conférence, le 27 juillet 1882 (prot. N<sup>o</sup> 16). Le rapport soumis à la Conférence actuelle représente le résultat des travaux de ce comité de négociants, et non pas le rapport de la Commission nommée par la Conférence de 1882. Ce rapport a été remis à feu Sir Harry Parkes par le comité le 31 juillet 1882, mais il n'a jamais été présenté sous une forme officielle à la Commission de Délégués, ni approuvé par elle, puisque cette Commission avait dès lors cessé d'exister. Nous ne saurions donc nous approprier les termes flatteurs dans lesquels le Délégué des Etats-Unis parle de nos travaux ardu, non plus que les termes moins flatteurs dans lesquels le Délégué de Portugal attaque le rapport, puisque ce n'est point notre œuvre, mais seulement et exclusivement celle des négociants de Yokohama. Ce point étant établi, il s'ensuit que le rapport présenté à cette Conférence ne constitue en aucune façon et n'a jamais constitué une partie du contre-projet de tarif de 1882, et que le tarif révisé soumis à cette Conférence, et où figurent les chiffres de ce rapport, n'est ni en fait ni en substance le contre-projet de 1882 amplifié et n'a rien de commun avec lui. Ce tarif révisé n'est donc obligatoire que pour ce qui concerne les droits *ad valorem*, et il n'a nullement un semblable caractère pour ce qui se rattache aux droits spécifiques.

"Je regrette sincèrement que notre honorable collègue le Délégué des Etats-Unis nous juge assez mal, le second Délégué d'Allemagne

"attention, as I consider that they require some slight alterations.

"On page 6 and also on page 7 of Protocol No 4. we find a historical statement of the tariff question, which the United States Delegate calls a plain and correct one, and on which he bases his conclusions. As one of the members of the Committee appointed by the Conference of 1882, I may be permitted to hold a different opinion and to furnish, in my turn, a historical statement in accordance with facts as they occurred.

"The Committee appointed by the Conference of 1882 did appoint a Sub-Committee of merchants to check off the dutiable values of the Import Tariff as estimated by the Japanese Government,—but did nothing else, as its work was suspended by a vote of the Conference on the 27th July 1882 (Prot. No. 16). The report brought before this Conference is the result of the labours of the Sub-Committee of merchants, but not the report of the Committee appointed by the Conference. This report was presented by the Sub-Committee to the late Sir Harry Parkes on the 31st July, 1882, but was never in any official form, laid before or approved by the Committee of Delegates, which had at that date ceased to exist. We must therefore disclaim the flattering terms in which the United States Delegate refers to our arduous labours, as well as the less flattering terms in which the Delegate for Portugal condemns the report, as it is not our work, but solely and exclusively that of the Yokohama merchants. This being an established fact, it follows that the report presented is in no way, and never has been a part of the Counter Project of 1882, and that the Revised Tariff, presented to this Conference and including the figures of that Report, is neither in fact, nor in substance the amplified Counter Project of 1882, and has no substantial identity with the same. It has binding power only in so far as regards *ad valorem* rates, but has no such power in respect to specific duties.

"I sincerely regret that our Hon. Colleague the United States Delegate does such small credit to both the Second Delegate for Ger-

"et moi, pour persister à nous attribuer la paternité de ce rapport, qu'il nous a pourtant vus déjà détruire de nos propres mains. Si nous avons été animés du moindre sentiment paternel à l'égard d'un pareil document, nous n'aurions pas manqué, sans nul doute, de le présenter sous une forme convenable et conforme aux exigences du moment: dans ce cas, on nous aurait vus défendre notre œuvre, mais non pas l'étouffer dès son apparition.

"Je prendrai la liberté d'ajouter encore quelques observations sur certaines appréciations du Délégué des Etats-Unis relatives aux droits d'importation.

"A la page 10 du protocole, nous trouvons cette phrase:

"Est-ce que tous nos Gouvernements ne payeraient pas aujourd'hui ce droit d'importation surélevé.....?"

"Je proposerais de substituer le mot "négociants" à celui de "Gouvernements"

"A la même page on lit:

"Nous ne devons pas oublier que, grâce à la même circonstance, les Puissances signataires ont économisé à leurs trésors bien remplis et à leur commerce les sommes perdues par le Japon."

"Je dois protester énergiquement contre cette expression. Aucune des Puissances signataires que j'ai l'honneur de représenter ici n'a économisé un sou par suite du fait que la révision du tarif n'a pu aboutir en 1882, et le Japon n'en a pas perdu davantage. Notre collègue, en employant cette expression, a entièrement perdu de vue le fait, établi et universellement reconnu, que c'est le consommateur qui supporte en fin de compte les droits d'importation, et que, si le Trésor n'a point recueilli les 7 ou 8 millions de dollars de revenu dont il parle, c'est le consommateur japonais, ce sont les 37 millions d'habitants qui peuplent le pays, qui ont économisé cette somme à leurs maigres budgets particuliers.

"De même, et pour les mêmes motifs, je dois protester contre les expressions suivantes que je trouve à la page 11:

"..... Tandis que toutes les Puissances bénéficieraient d'un gain correspondant....." et plus loin "..... les Puissances..... ont recueilli le bénéfice....." résultant pour elles de l'élévation des prix ou des fluctuations des valeurs de l'or et de l'argent.

"many and myself as to persist in calling us the fathers of this report, which he has already seen us destroy with our own hands. If we had fostered any such paternal feelings towards a document of this kind, I dare say we should undoubtedly have taken care to present it in due form and in accordance with the spirit of the present day, and in that case we should have defended our work, but not strangled it on its first appearance.

"I may also be allowed to make a few observations on some passages in the speech of the United States Delegate referring to import duties.

"On page 10 of the Protocol we find:

"Would not all our Governments to-day be paying this increased import duty'.....?"

"I would propose to read the word "merchants" for "Governments."

"On the same page it is said:—

"We ought not to forget that by the same failure (to complete the revision in 1882) the Treaty Powers have saved to their full exchequers and to their commerce the amount which Japan has lost."

"I beg to protest emphatically against that expression. Not one of the Treaty Powers which I have the honor to represent here has saved a single cent by that failure, nor has Japan lost anything. Our Colleague in using that expression has entirely lost sight of the well established and universally recognized fact that import duties are ultimately paid by the consumer, and that if the treasury has not collected the 7 or 8 millions of revenue, the Japanese consumer, the 37 millions of people, have saved that amount to their empty private exchequers.

"In the same way, and for the same reasons, I beg leave to protest against the expressions on pages 10 and 11, where it is said,

"..... While all the Treaty Powers would be the 'gainers,'....." and again further on, "..... have reaped 'benefit.....' either from any rise of market values or from fluctuations of the gold and silver market.

“Notre honorable collègue, en soutenant le tarif révisé, a été bien dur pour les pauvres consommateurs, et sa voix puissante, qu'il élevait en faveur du Japon, n'a fait que défendre le Trésor public, sans égard, sans pitié pour les 37 millions de sujets qui, dans son opinion, auraient dû payer un surplus de 7 ou 8 millions de dollars en droits de douane depuis 1882.

“Dans l'unanimité avec laquelle a été accepté l'autre jour le contre-projet de tarif, j'espère que notre honorable collègue aura vu la preuve que pas une des Puissances signataires n'a la moindre intention de refuser au Japon ce qui lui appartient de droit; mais, en même temps, nous devons veiller à ce que les exigences du Trésor n'entraient point trop l'expansion normale et nécessaire du commerce, et c'est dans le but de rechercher, et dans l'espoir de réaliser cette heureuse combinaison, que nous nous déclarons tout prêts à reprendre notre œuvre par la base et à la perfectionner autant qu'il dépendra de nous”.

M. Neyt fait à son tour les remarques suivantes:

“A la dernière séance, nous avons entendu M. le Ministre des Etats-Unis, dans un discours fort éloquent, nous donner des appréciations qui ont soulevé le plus vif intérêt.

“Au risque de tomber dans des redites en citant certain passage de ce discours auquel mon collègue des Pays-Bas vient de faire allusion, je demande la permission de reproduire ici textuellement la partie qui m'a tout spécialement frappé.

“M. Hubbard nous a dit: ‘Supposons que le contre-projet de 1882 ait été appliqué, comme toutes les Puissances, à l'exception des Etats-Unis, ont consenti à ce qu'il le fût: est-ce que tous nos Gouvernements ne paieraient pas aujourd'hui, et pour des années à venir, ce droit d'importation surélevé, de 10 ou 11 pour cent, qui a été calculé d'après les valeurs moyennes des trois années immédiatement antérieures à 1882? C'est là une proposition que nul ne saurait contester. Devons-nous perdre de vue le fait que, faute d'avoir réussi à faire de ce contre-projet . . . un tarif définitif, le Japon se trouve perdre, pour les quatre dernières années, une somme totale de 7 à 8 millions de dollars dans ses revenus? D'autre part, n'oublions pas non plus que, grâce à cette

“Our Hon. Colleague in supporting the Revised Tariff has been rather hard upon the poor consumers, and his powerful voice, which was meant to be raised in favor of Japan, has only patronised the treasury and has had no mercy for the 37 millions of subjects, who, according to his opinion, ought to have paid an extra 7 or 8 millions of revenue in increased import duties since 1882.

“From the general acceptance of the Counter Project Tariff I trust our Hon. Colleague will have seen, that not one of the Treaty Powers has the slightest idea of withholding from Japan what is her right and her due, but at the same time we have to take care that the demands of the Treasury do not press too heavily on the needful and healthy expansion of trade, and it is in search of that happy combination, and in the hope of attaining it, that we willingly agree to begin our work afresh, and to improve on it as much as we can.”

Mr. Neyt also made the following remarks:—

“At our last meeting, the Minister for the United States in a very able speech made some observations which have excited the utmost interest.

“At the risk of repeating what has been said before, if I quote a certain passage in that speech which has been already alluded to by my Colleague of the Netherlands, I beg leave to quote textually the part which has particularly struck me.

“Mr. Hubbard said: ‘Suppose that the Counter Project of 1882 had gone into effect (as all the Powers, except the United States, agreed that it should), would not all our Governments to day (and for years to come) be paying this increased import duty of from 10 to 11%, calculated on the mean values of the three years next preceding 1882? None can controvert that proposition. Ought we to lose sight of the fact that the failure at that time to make that Counter Project a completed revision caused a loss to Japan in the past four years of seven or eight millions of revenue? On the other hand we ought not to forget that by the same failure the Treaty Powers have saved to their full exchequers and to their commerce the amount which

“même circonstance, les Puissances signataires ont économisé à leurs Trésors bien remplis et à leur commerce les sommes perdues par le Japon’.

“Je crois, Messieurs, que M. le Délégué des Etats-Unis est dans l'erreur lorsqu'il soutient que, si le contre-projet de 1882 avait été appliqué depuis quatre ans, nos Gouvernements paieraient depuis cette époque, et pour des années à venir, la majoration sur les droits de douane dont ce contre-projet frappe les marchandises à leur importation. M. Hubbard oublie qu'en tout état de cause, le droit d'importation est payé en dernier ressort par le consommateur; le commerçant importateur ne fait qu'en avancer le montant et il se fait rembourser de ses avances en augmentant d'autant son prix de vente.

“Il ne saurait être question ici d'une perte subie par le Japon, perte dont les Puissances auraient cherché à tirer profit à la faveur des traités.

“En soutenant une pareille thèse, on nous adresse un reproche absolument immérité et dont l'injustice, je ne crains pas de le dire, saute aux yeux.

“N'oublions pas, Messieurs, que le tarif des douanes, lorsqu'il a, comme c'est le cas pour le Japon, un but essentiellement fiscal, est tout simplement un impôt, et que cet impôt est perçu non pas aux dépens, ni des Gouvernements, ni des commerçants, ni des fabricants étrangers, mais qu'il pèse uniquement et exclusivement sur le consommateur japonais.

“Si l'on rencontre chez la grande majorité d'entre nous, je dirai chez presque l'unanimité des Représentants des Puissances, une grande circonspection et une prudence méticuleuse lorsqu'il s'agit de la fixation des droits de douane pour cet Empire, fixation à laquelle des circonstances toutes particulières font que nous sommes appelés à prendre part, ce n'est pas, comme semble le croire M. le Ministre des Etats-Unis, pour chercher à faire profiter nos Gouvernements, ce qui est inadmissible, ou notre commerce; d'une perte subie par le Japon: c'est uniquement dans la crainte qu'un tarif trop élevé ne vienne à étouffer l'essor des échanges internationaux, échanges qui sont indispensables à la vie des peuples et qui sont tout aussi profitables à celui qui achète qu'à celui qui vend. Car nul n'achète que ce dont il a un besoin indispensable ou qu'il

“Japan has lost.”

“Mr. Hubbard makes, I believe, a mistake when he says that if the Counter-Project of 1882 had been in force for the last four years, our Governments would have had to pay from that time, as well as for years to come, the greater portion of the duty which this Counter Project imposes on all merchandise on its importation. Mr. Hubbard forgets that in every case the duty on importation is paid, in the last instance, by the consumer; the importing merchant only advances the amount, and gets repaid for the advanced money by raising his sale-price in proportion.

“There can be no question here of a loss sustained by Japan, a loss out of which the Powers favoured by the treaties have tried to draw profit.

“In upholding such an assertion a reproach is addressed to us, a reproach totally undeserved and striking in its injustice, as I am not afraid to say.

“We must not forget that the Customs tariff, when, (as is the case in Japan) it serves a purely fiscal purpose, is simply a tax, and that this tax is not levied at the expense of either Governments, merchants, or foreign manufactures, but solely and exclusively at that of the Japanese consumer.

“If we meet in the great majority, nay, I may say in nearly all the Representatives of the Powers, great circumspection and prudence in dealing with the question of fixing the Customs duties of this Empire,—a question in the determination of which very exceptional circumstances have allowed us to take part,—this is not occasioned, as Mr. Hubbard seems to believe, by the wish for some profit to our Governments, (which is inadmissible), or to our commerce, on condition of a loss sustained by Japan; it is occasioned by nothing but the fear that a tariff which is too high might have the effect of stopping the development of international commerce, which is indispensable for the life of peoples, and, in equal proportion, profitable to the buyer and seller. For no one buys but what is an indispensable necessity to him, or what he can

"trouve meilleur marché de se procurer chez  
"son voisin que de fabriquer lui-même, et pas  
"du tout dans le but d'enrichir le vendeur.  
"Ce serait là un comble de désintéressement  
"dont on n'a pas encore, que je sache, eu  
"d'exemple, même aux Etats-Unis, où les  
"coffres sont si bien remplis!

"Je dirai de plus, en terminant, que ceux  
"qui, par une sage modération, s'efforcent de  
"rester dans des limites aussi restreintes  
"que possible lorsqu'il s'agit de frapper la  
"population japonaise et les échanges inter-  
"nationaux d'un surcroît d'impôt, me semblent  
"servir les intérêts du pays, qu'on ne saurait,  
"sans commettre une grave erreur, identifier  
"complètement avec les intérêts du Trésor.

"Quoiqu'il en soit, je rejette bien loin pour  
"mon Gouvernement, pour mes collègues qui  
"ne me démentiront certainement pas, et pour  
"moi-même, l'accusation d'être guidés par  
"l'espoir, par le désir de faire subir au Japon,  
"une perte matérielle dont nous chercherions  
"à profiter.

"Je maintiens que nos intérêts sont connexes,  
"en ce sens que notre but unique est de donner  
"au commerce tout le développement qu'il est  
"susceptible d'atteindre et, dans mon opinion,  
"la plus grande preuve d'intérêt et le meilleur  
"service que nous puissions rendre au Japon  
"dans la circonstance présente est de réunir  
"nos efforts pour maintenir le tarif que nous  
"sommes appelés à fixer dans des limites aussi  
"restreintes que le permettent les exigences  
"légitimes du Trésor.

"Représentant d'un pays où les principes du  
"libre échange ont des racines profondes, et  
"personnellement partisan convaincu de la  
"doctrine qui soutient qu'un tarif de douane  
"réduit est un des principaux éléments de la  
"prosperité d'un pays, je ne saurais être suspecté  
"sur les mobiles qui me font agir quand je  
"réclame un avantage semblable pour le Japon.  
"Je ne fais que mettre en pratique un précepte  
"qui nous est commun à tous, précepte qui  
"nous enjoint de ne pas souhaiter aux autres ce  
"dont nous ne voudrions pas pour nous-mêmes."

M. von Holleben présente aussi quelques  
observations sur le même sujet.

"Il m'avait également paru nécessaire, dit-il,  
"de répondre aux paroles prononcées à la  
"dernière séance par mon collègue des Etats-  
"Unis; mais je m'étais abstenu de répondre

"procure from his neighbor at a cheaper rate  
"than his own manufacturing would allow; no  
"one truly buys with the self-denying purpose  
"of enriching the seller. That would be a  
"climax which, to my knowledge, has been  
"as yet unprecedented, even in the United  
"States whose coffers are so well filled!

"I may add moreover, in conclusion, that  
"those who by a wise moderation try to remain  
"within limits as narrow as possible, when there  
"is a question of imposing on the Japanese  
"population and international commerce an  
"overweight of taxes, appear to me to serve the  
"interests of the country, which, without serious  
"error, cannot be completely identified with the  
"interests of the treasury.

"However that may be, I reject to the ut-  
"most for my Government, for my Colleagues,  
"who certainly will not gainsay me, and for  
"myself, the accusation of being guided by the  
"hope, or by the wish, to allow Japan to sustain  
"a substantial loss by which we shall profit."

"I uphold that our interests are the same, in  
"this sense, that our sole purpose is to give to  
"commerce all possible development; and the  
"greatest proof of interest and the best service  
"which we can, under the present circumstances,  
"render to Japan, according to my opinion,  
"would be the uniting of our efforts to keep  
"the tariff which we are called upon to fix,  
"within as narrow limits as the legitimate ex-  
"igencies of the Treasury will allow.

"As the representative of a country where  
"the principles of free trade have taken root  
"deeply, and, personally as a convinced  
"partisan of the doctrine which upholds that a  
"reduced customs tariff is one of the principal  
"elements of a country's prosperity, no one can  
"doubt the motives which induce me to act  
"when I claim a like advantage for Japan. I  
"only put into practice a precept which, is com-  
"mon to all, a precept which enjoins upon us  
"not to wish others that which we would not  
"like to have for ourselves."

Mr. von Holleben made the following obser-  
vations upon the same subject:—

"I also considered it necessary to reply  
"to the speech made at the last meeting by my  
"Colleague of the United States, but I abstain-  
"ed from making an immediate answer because

"sur-le-champ, désirant auparavant prendre  
"connaissance du texte du discours tel qu'il  
"figurerait au protocole. Quoique j'aie constaté  
"que, sous cette forme, certains passages produi-  
"sent une impression moins vive qu'on n'aurait  
"pu s'y attendre d'après le ton du discours tel  
"qu'il avait été prononcé, une grande partie de  
"ce discours me semble encore bien contestable,  
"et je partage entièrement à cet égard les  
"observations qui viennent d'être faites par mes  
"collègues des Pays-Bas et de Belgique. Je  
"me plais à reconnaître avec eux le but  
"estimable que s'était proposé notre honorable  
"collègue M. Hubbard, ainsi que les bonnes  
"intentions qu'il a exprimées si éloquemment;  
"mais il me semble qu'il a sacrifié au désir de  
"se faire passer pour le meilleur ami du Japon  
"certains points d'un intérêt pratique que  
"viennent de rétablir MM. van der Pot et  
"Neyt. De l'ensemble de ce discours, il se  
"dégage l'impression qu'on a voulu jeter un  
"blâme sur l'attitude des Puissances européennes  
"vis-à-vis du Japon, en lui opposant les protes-  
"tations amicales des Etats-Unis. Je crois  
"pourtant que les Représentants des Puissances  
"européennes ici réunis, et je réponde tout au  
"moins des Représentants de l'Allemagne, sont  
"les uns et les autres tout aussi sincèrement  
"disposés à favoriser le développement politique  
"et économique du Japon, tout aussi soucieux  
"des intérêts de ce pays, que peut l'être le  
"Représentant des Etats-Unis lui-même, et je ne  
"doute pas que les négociations actuelles ne  
"leur fournissent l'occasion de le prouver  
"péremptoirement."

Sir Francis Plunkett désire ajouter les remar-  
ques suivantes à celles déjà faites par les Délé-  
gués des Pays-Bas, de Belgique et d'Allemagne.

"M. Hubbard, dans son discours, insiste  
"particulièrement sur le fait que les Etats-Unis  
"acceptent le droit de 15 pour cent *ad valorem*  
"sur les 1.667.721 dollars d'huile de pétrole  
"qu'ils importent au Japon. Mon honorable  
"collègue semble oublier que le commerce  
"anglais aura à supporter un droit de 20 pour  
"cent *ad valorem* sur le sucre, article dont il a  
"été importé, en 1885, de Hongkong, dans les  
"deux seuls ports de Yokohama et de Kobé,  
"pour plus de 3 millions de dollars.

"L'importation totale du sucre au Japon  
"pendant l'année dernière, non compris les

"I desired first to acquaint myself with the  
"text of the speech as it was recorded in the  
"Protocol. And although I have since noticed  
"that several passages in the Protocol sound  
"less marked than there was reason to expect  
"from the tone of the speech when delivered,  
"a large portion of the same still seems to me  
"to be open to question, and with regard to  
"those points I agree with the objections which  
"have been made by my Colleagues of the  
"Netherlands and of Belgium. Like them I  
"recognize fully the estimable object which our  
"honorable Colleague, Mr. Hubbard, had in so  
"view, as well as the intentions which he so  
"eloquently expressed, but I think he has  
"sacrificed many considerations of a practical  
"nature, which have been explained by Mr.  
"van der Pot and Mr. Neyt, to the desire to  
"figure as the best friend of Japan. The entire  
"speech could not but produce the impression  
"that a reflection was intended on the attitude  
"observed by the European Treaty Powers  
"towards Japan, which was placed in contrast  
"with the friendly assurances made by the  
"United States. It seems to me however, that  
"the Representatives of the European Powers  
"assembled here, and I can answer for the Re-  
"presentatives of Germany, are all as earnest  
"in their desire to promote the political and  
"economic progress of Japan as the Delegate  
"of the United States, and that they will  
"support her no less, and I believe that the  
"present negotiations will enable them to give  
"ample and sufficient proof of this."

Sir Francis Plunkett desired to add the  
following remarks to those made by the Del-  
egates of the Netherlands, Belgium, and  
Germany.

"Mr. Hubbard lays stress on the fact that  
"the United States accepts a 15% *ad valorem*  
"duty on the \$1,667,721 of kerosene oil  
"imported from the United States. My honor-  
"able Colleague seems to forget that English  
"trade will have to bear duty of 20% *ad*  
"*valorem* on Sugar, of which over \$3,000,000  
"worth was imported in 1885 from Hongkong  
"to the two ports of Yokohama and Kobe  
"alone.

"The total importation of sugar last year,  
"exclusive of syrup and molasses, into Japan

“sirops et les mélasses, s'est élevée à 4.713.574 dollars, dont près de 3.400.000 dollars en provenance de Hongkong seulement.

“M. Hubbard affirme encore que ‘son pays est plus qu'aucun autre intéressé dans ce ‘tarif’.—Je ne vois pas bien comment il peut ‘en être ainsi. Nous discutons un tarif de ‘droits d'importation. Or, sur les 28.467.000 ‘dollars qui représentent les importations totales ‘au Japon pour l'année 1885, les États-Unis ‘ne figurent que pour 2.726.184 dollars, tandis ‘que l'Angleterre et ses colonies ont importé ‘dans ce pays pour 15.883.706 dollars.

“M. Hubbard soutient, en outre, que les ‘États-Unis prennent des exportations du ‘Japon pour 13 millions de dollars de plus ‘que la Grande-Bretagne. Si je me reporte aux ‘comptes rendus de la Douane, je vois qu'en ‘1885 la Grande-Bretagne, les Indes Orientales et l'Australie ont pris de ces exportations ‘pour 3.188.296 dollars, tandis que les États-Unis figurent pour une exportation du Japon ‘de 15.613.808 dollars. Cependant, si M. Hubbard veut bien jeter les yeux sur ce ‘rapport rédigé par la Chambre de Commerce ‘de Yokohama, il verra que seulement pour le ‘thé expédié de Yokohama et de Hiogo en Amérique, pendant la saison 1885-86, 2.761.890 dollars de cette marchandise ont été envoyés au ‘Canada sur un total de 9.774.535 dollars indiqués comme étant à destination des États-Unis.

“Je revendique donc pour mes compatriotes ‘une part considérable du commerce qui est ‘porté, dans les comptes-rendus de la Douane, à ‘l'actif des États-Unis, par la seule raison que ‘les marchandises sont expédiées directement ‘d'ici à San-Francisco.

“L'ouverture d'une ligne directe de vapeurs ‘entre le Japon et la Colombie anglaise prouve ‘vera bientôt, je l'espère, l'exactitude de mes ‘calculs”.

M. Hubbard, en réponse, prononce les paroles suivantes :

“Mon collègue qui représente les Pays-Bas, ‘la Suède et la Norvège et le Danemark, et ‘mes collègues de Belgique et d'Allemagne ‘viennent de prononcer, à tour de rôle, de ‘brillants discours, soigneusement écrits et ‘préparés pendant la semaine qui s'est écoulée ‘depuis notre dernière séance, en réponse à ce ‘que j'ai eu l'honneur de dire en cette occasion. ‘Je leur retourné bien cordialement les termes

“was \$ 4,713,574, of which nearly \$ 3,400,000 ‘came from Hongkong alone.

“Mr. Hubbard further states that ‘his country ‘try is more largely interested in this tariff ‘than any other country.’ I fail to see how ‘this can be the case. We are discussing a ‘tariff of import duties. Now out of a total ‘importation into Japan of \$ 28,467,000 in ‘1885 the United States are credited only with ‘\$ 2,726,184, while from England and her ‘Colonies imports worth \$ 15,883,706 arrived ‘in this country.

“Mr. Hubbard further claims that the ‘United States take \$13,000,000 more of ‘Japan's exports than does Great Britain. If ‘I turn to these Customs Returns, I find that ‘in 1885, Great Britain, the East Indies and ‘Australia took \$3,188,296, while the United ‘States are credited with an exportation ‘from Japan of \$15,613,808. If, however, ‘Mr. Hubbard will kindly look at this Return ‘drawn up by the Yokohama Chamber of ‘Commerce, he will see that out of a total exportation of tea alone from Yokohama and ‘Hiogo to America in the season 1885-86, ‘\$ 2,761,890 were invoiced to Canada out of a ‘total of \$ 9,774,535 credited to the United ‘States.

“I therefore claim for my countrymen a ‘considerable portion of what is credited in the ‘Returns to the United States from the fact ‘only that the goods are shipped hence through ‘San Francisco.

“The correctness of my figures will, I hope, ‘soon be tested by the opening of direct steam ‘communication between Japan and British ‘Columbia.”

Mr. Hubbard, in reply, made the following remarks :

“My Colleague who represents the Netherlands, Norway and Sweden, and Denmark, ‘and my Belgian and German Colleagues, ‘each in turn, have made able speeches, carefully written and prepared during the week ‘which has elapsed since our last meeting, in ‘reply to what I had the honor to say on that ‘occasion. I cordially reciprocate the complimentary expressions they have been pleased

“flatteurs dont ils ont bien voulu faire usage à ‘l'égard de ce que j'ai dit alors; mais il me ‘faut, ici même, sans concert préalable avec ‘personne, sans comparaison de notes, proclamer de nouveau mon adhésion complète et ‘sans réserve aux idées que j'ai exprimées et ‘contre lesquelles ils s'élèvent avec un si parfait ‘ensemble.

“Le Délégué des Pays-Bas, en son nom ‘personnel, et au nom du second Délégué ‘d'Allemagne, conteste mon historique de ‘l'origine du contre-projet *ad valorem* de 1882, ‘ainsi que mes conclusions à l'endroit du ‘rapport de la Commission spéciale et de sa ‘conversion des droits *ad valorem* en droits ‘spécifiques. Il déclare, en effet, que la ‘Commission dont lui et le second Délégué ‘d'Allemagne ont fait partie n'est pas responsable de ce rapport. Cette affirmation, naturellement, coupe court à toute discussion, ‘alors même que quatre années se soient ‘écoulées durant lesquelles on a été en droit de ‘supposer, comme je l'ai fait, qu'un rapport ‘émanant d'un comité choisi et nommé sous ‘l'autorité de l'honorable corps dont faisais ‘partie mes collègues, avait jusqu'à un certain ‘point un caractère et des effets obligatoires. ‘Cette induction se trouvait encore fortifiée ‘dans mon esprit par la réflexion que le ‘comité n'avait guère pu faire ce rapport sans ‘consulter la Commission de Délégués qui ‘l'avait institué. En tenant compte aussi de ‘ce fait que la tâche du comité se bornait ‘uniquement à contrôler si les valeurs taxables ‘correspondaient avec des quotités *ad valorem* ‘données, tâche qu'il a d'ailleurs réussi à ‘remplir conformément aux valeurs du moment, ‘j'avoue qu'il était naturel que je fusse amené ‘à attribuer l'esprit, voire même la paternité ‘légitime de l'œuvre ainsi parfaitement accomplie aux honorés collègues que j'ai nommés. ‘Et je confesse aussi que j'ai lieu d'être surpris ‘de l'empressement avec lequel ils viennent ‘maintenant, à la onzième heure, repousser ‘pour eux-mêmes toute responsabilité d'une ‘part quelconque de ce travail que je m'étais ‘imaginé, à tort, il paraît, qu'ils regardaient ‘non sans fierté.

“Mes collègues des Pays-Bas, de Belgique ‘et d'Allemagne sont unanimes à rejeter bien ‘loin ce qu'ils ont la bonté de qualifier l'imputation injuste contenue dans ce que j'ai dit au

“to use in regard to what I then said,—but ‘must here and now, without any concert with ‘others, or any comparison of notes, reassert ‘my unqualified adhesion to the argument ‘to which they have so unanimously taken ‘exception.

“The Delegate of the Netherlands, speaking ‘for himself and the Second Delegate of ‘Germany, objects to the historical statement ‘made by me with reference to the origin of ‘the *ad valorem* Counter Project of 1882, as ‘well as to my conclusions with reference to ‘the report of the “Special Committee,” and ‘its conversion of *ad valorem* into specific ‘duties. He says, in effect, that the Committee, of which he and the Second Delegate of ‘Germany were members, were not responsible ‘for that report. This statement is of course ‘conclusive, even although four years have ‘elapsed during which there has been reason to ‘suppose, as I did, that a report made by a ‘Committee selected and appointed under ‘authority of the honorable Body of which my ‘Colleagues were members had some binding ‘force and effect. This inference derived added force in my mind from the reflection that ‘the Sub-Committee would hardly have made ‘this report without consulting the Committee ‘of Delegates to whom they owed their appointment. Taking into consideration, also, ‘the fact that the only labor which the Sub-Committee had to perform was to ascertain ‘dutiable values to correspond with given *ad valorem* rates,—a task which they succeeded ‘in performing in accordance with the values ‘of that day—I submit that it was most natural ‘that I should attribute the spirit, and even ‘the *legitimate paternity* of the work thus ‘admirably performed to the honored Colleagues whom I have named. And I submit, also, ‘that I have cause to be surprised at the alacrity with which now, at the eleventh hour, ‘they repel any responsibility for a portion of ‘that work which I (mistakenly as it now ‘seems), had thought they regarded with pride.

“My Dutch and Belgian and German Colleagues are of one mind in repelling what they ‘are kindly pleased to characterize as the unjust imputation conveyed in what I said con-

“sujet de la perte de revenus subie par le Japon, pendant ces quatre dernières années, par suite du fait que le projet de tarif de 1882 n'a pas été rendu définitif.—J'ai avancé, à cette occasion, que les circonstances qui avaient empêché le Japon de réaliser l'augmentation de revenus qui fut résultée pour lui de l'application du tarif accepté en 1882, avaient fait perdre au Trésor japonais sept ou huit millions de dollars, et que 'les coffres bien remplis des Puissances signataires', c'est-à-dire 'la richesse agglomérée de toutes ces Puissances, avaient bénéficié d'autant.

“Sauf le respect que je dois à ceux de mes collègues qui se sont formalisés de cette position, je ne vois point de motifs pour changer ma manière de voir. La Conférence de 1882 a consenti à ce que le Japon tirât des droits d'importation une augmentation de revenus, augmentation qui, si le contre-projet eût été mis alors en opération, en serait certainement résultée. La Conférence actuelle a confirmé le fait qu'on avait bien en vue de favoriser cet accroissement de revenus, quand elle a accepté formellement le contre-projet de 1882 qui porte le droit *ad valorem* actuel de 5 pour cent à de 10 à 20 pour cent. Mais mes collègues disent que c'est le consommateur qui paie les droits, et que le peuple japonais, c'est-à-dire l'ensemble des consommateurs, a gagné au lieu de perdre à la non-application du tarif de 1882. Qui est le mieux à même de se prononcer sur ce point, mes collègues ou le Gouvernement du Japon? Si c'est le consommateur qui paie les droits, pourquoi donc la Hollande, la Belgique, l'Allemagne se sont-elles opposées, par la voix de leurs Délégués à cette Conférence, au projet de tarif que nous a proposé le Japon, par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Etrangères, à l'ouverture de cette Conférence? Si c'est le consommateur japonais qui doit payer les droits sur les marchandises importées au Japon par la Hollande, la Belgique et l'Allemagne, il faut voir une preuve bien frappante de philanthropie dans l'intérêt si vif que prennent mes collègues au bien-être des habitants de ces îles, au lieu d'en laisser le soin à leur propre Gouvernement. Je remarque également que cet intérêt porté au peuple japonais se manifeste aussi d'une curieuse façon quand on prétend que le Japon n'a rien perdu en ne réussissant pas à s'assurer

cerning Japan's loss of revenue during the last four years on account of the fact that the 'Tariff Project of 1882 was not made a definitive arrangement. I said on the occasion in question that the failure to increase Japan's sources of revenue by the adoption of the tariff agreed to in 1882 had deprived the Japanese Treasury of seven or eight million dollars, and that the 'full exchequers of the 'Treaty Powers,' that is to say, the aggregate wealth of the Treaty Powers, had profited to that extent.

“With all deference to those of my Colleagues who have taken exception to this statement, I see no reason to change the opinion thus expressed. The Conference of 1882 agreed to an increase of the revenue of Japan from import duties, which, had the counter project then gone into effect, would have certainly yielded that amount of increase. The present Conference has confirmed the fact that such an increase was intended by formally accepting the counter project of 1882, which increases the present *ad valorem* rate of duty of 5 per cent, to rates ranging from 10 to 20 per cent. But my Colleagues say that the consumers pay the duty, and that the people of Japan, that is to say the consumers, have gained instead of lost by the failure to enforce the tariff of 1882. Who is to judge of that, my Colleagues or the Government of Japan? If the consumers pay the taxes, why should Holland, Belgium and Germany, by their Delegates in this Conference, have objected to the tariff project proposed by Japan through the Minister for Foreign Affairs at the opening of this Conference? If Japanese consumers are to pay the duties on Dutch, Belgian, and German imports to Japan, it strikes me as a noteworthy exhibition of philanthropy to take such a deep interest in the welfare of the people of these Islands, instead of leaving it to their own Government. It occurs to me, also, that this interest in the Japanese people is somewhat curiously manifested in the claim now made, that Japan has lost nothing by failing to secure that increase of her tariff which she has so earnestly sought; no less than in the argument that the people of Japan have gained something by continuing to be bound by the tariff which their Govern-

“cette surélévation de tarif qu'il a si ardemment réclamée, de même que quand on soutient que le peuple japonais a gagné quelque chose à continuer à se trouver lié par le tarif que son Gouvernement a si souvent et avec si peu de succès essayé de changer. Les Gouvernements représentent les nations et parlent pour elles; au Japon, comme dans tous nos pays, quelle que soit la diversité des formes de l'administration, le Gouvernement, c'est la nation. Je crois que nous pouvons sans crainte, par conséquent, nous en fier au Gouvernement japonais du soin de nous éclairer sur ce qui est ou ce qui n'est pas l'intérêt vrai du peuple japonais.

“En ce qui concerne les remarques qui ont eu le don d'exciter tant d'intérêt chez mes collègues, il me suffira de dire qu'elles m'ont été inspirées par la conviction que le tarif révisé soumis à cette Conférence par le Gouvernement japonais constitue un projet juste, équitable, et plus modéré dans les droits qu'il impose que ne le sont les tarifs de la plupart de nos Gouvernements. J'étais prêt à l'accepter au nom des Etats-Unis et, sans prétendre juger pour les autres; je ne voyais pas de motifs pour que les Représentants des autres Puissances ne fissent pas de même. Mais, parce que les prix ont baissé depuis 1882, la Conférence a décidé de rouvrir la question et de substituer de nouvelles valeurs imposables à celles proposées par le Gouvernement japonais. Soit.—J'ai exprimé les vues de mon Gouvernement sur ce point, et il ne me reste qu'à déclarer que les Etats-Unis ne se soumettront à aucune distinction qui pourrait être établie au détriment de ses importations dans les quotités spécifiques que l'on va déterminer. En ce qui concerne cette partie des travaux de la Conférence, je considère comme mon devoir, et un devoir impérieux, en présence de ce qui s'est passé, de faire toutes mes réserves.

“Et maintenant, en dernier lieu, pour répondre à mon honoré collègue de la Grande-Bretagne, qu'il me permette de lui dire que, si j'ai commis une erreur à l'égard de l'Angleterre, il doit l'attribuer au fait que les chiffres que j'ai cités et qu'il conteste, je les ai puisés à l'unique source d'informations que j'aie en ma possession, le Rapport sur le Commerce étranger du Japon pour l'année 1885, dont j'ai le texte sous les yeux. J'avais, il me

ment has so often ineffectually tried to change. Governments represent and speak for their peoples; in Japan, as in all our countries, whatever their various forms of administration, the Government are the people. I think we may safely leave it to the Japanese Government, therefore, to enlighten us upon what are, or what are not the true interests of the Japanese people.

“So far as the remarks which have excited so much interest among my Colleagues are concerned, I need only say that they were occasioned by the belief that the Revised Tariff submitted to this Conference by the Japanese Government was a just and an equitable scheme, and one which imposed smaller duties than most of our Governments levy. I was willing to accept it on behalf of the United States, and, without pretending to decide for others, I saw no reason why the Representatives of other Powers should not do the same. But, because prices have fallen since 1882, the Conference has decided that the question shall be reopened, and that new dutiable values shall be substituted for those proposed by the Japanese Government. Be it so. I have expressed the views of my Government upon the subject, and it only remains for me to say that the United States will not submit to any discrimination against any of their imports in the specific rates of duty now to be determined. So far as the work of this Conference in that direction is concerned, I deem it my imperative duty, in view of what has occurred, to make every reservation.

“And now, lastly, in reply to my esteemed British Colleague, let me say that if I did injustice to England, he must ascribe it to the fact that in citing the figures to which he objects, I quoted from the only source of information in my possession, the Report of Japan's Foreign Trade for 1885, which I have before me. I think I was justified in supposing that the Japanese Government knew what imports they received from our

“semble, quelque motif de supposer que le  
 “Gouvernement japonais savait quelles impor-  
 “tations il recevait de chacun de nos deux  
 “pays et quelles exportations il nous envoyait  
 “respectivement. Sir Francis Plunkett dit, en  
 “somme, que le rapport n'est pas exact et que  
 “la Chine y figure indûment au lieu de l'Angle-  
 “terre pour plusieurs millions de dollars de  
 “sucre importés au Japon, tandis qu'une part  
 “considérable des exportations mises à l'actif  
 “des Etats-Unis se rend, en réalité, par la voie  
 “de San-Francisco, au Canada. Il me faut  
 “néanmoins persister dans l'avis que les chiffres  
 “que j'ai cités sont exacts. On les trouvera  
 “dans le Rapport auquel j'ai fait allusion, aux  
 “pages 89 et 99. Ils montrent, en résumé, que  
 “les exportations du Japon aux Etats-Unis  
 “excèdent ses exportations en Grande-Bretagne  
 “de 13.281.890 dollars; ils témoignent égale-  
 “ment que les exportations et les importations des  
 “Etats-Unis à destination et en provenance du  
 “Japon, prises dans leur ensemble, excèdent de  
 “3.512.653 celles de la Grande-Bretagne. C'est  
 “un fait constant aussi,—et je le dis en connais-  
 “sance de cause en présence des Représentants  
 “des pays qui pratiquent le libre échange,—  
 “que sur les 15 millions de dollars d'exporta-  
 “tions japonaises que reçoivent annuellement les  
 “Etats-Unis, plus de 14 millions sont admis en  
 “franchise.

“Qu'une partie des exportations japonaises  
 “marquées comme étant à destination des Etats-  
 “Unis s'en aille au Canada, la chose est peut-  
 “être vraie; mais je ne vois pas en quoi ce fait  
 “peut diminuer la force de mon argument. Ce  
 “trafic, pour ce qui est des statistiques officielles,  
 “appartient aux Etats-Unis, aussi bien que  
 “toute autre partie que nous en pouvons reven-  
 “diquer. Mais cette question, après tout, n'est  
 “que de peu d'importance. Les Etats-Unis et  
 “l'Angleterre se disputent le commerce du  
 “monde; mais c'est entre les deux nations une  
 “compétition ouverte et loyale, non une envieuse  
 “rivalité. Les procédés courtois dont je me  
 “suis vu l'objet de la part du Délégué de la  
 “Grande-Bretagne, en cette occasion comme  
 “dans toutes les autres, montrent bien quelle  
 “est la nature des relations qui existent entre  
 “nos deux pays. Ces relations peuvent donner  
 “lieu à des discussions, mais jamais à des  
 “malentendus ni à des dissentiments sérieux.

“J'ai essayé de répondre dans un esprit

“respective countries, and what exports they  
 “sent to us, respectively. Sir Francis Plunkett  
 “says, in effect, that the report is not correct,  
 “and that China, instead of Great Britain, re-  
 “ceives credit for several million dollars worth  
 “of sugar imported to Japan, while a large  
 “amount of the exports of Japan credited to  
 “the United States really proceed, by way of  
 “San Francisco, to Canada. I must still adhere  
 “to the opinion that the figures I quoted were  
 “correct. They can be found in the Returns  
 “to which I have alluded on pages 89 and 99.  
 “They show, in brief that the exports of Japan  
 “to the United States exceed her exports to  
 “Great Britain by \$13,281,890; and they show  
 “also that the combined exports and imports of  
 “United States from and to Japan exceed those  
 “of Great Britain by \$3,512,653. It is a fact  
 “also,—and I speak advisedly in the presence  
 “of the Representatives of the free trade coun-  
 “tries,—that of the \$15,000,000 worth of the  
 “exports of Japan annually admitted to the  
 “United States \$14,000,000 worth are so ad-  
 “mitted duty free.

“That a portion of the purported exports of  
 “Japan to the United States may find their  
 “way to Canada is possibly true, but I cannot  
 “see that that fact lessens the force of my argu-  
 “ment. This trade belongs as much to the  
 “United States, so far as the official records go,  
 “as any other portion to which we can lay  
 “claim. But the question is not after all a  
 “material one. The United States and Great  
 “Britain are competitors for the world's trade,  
 “but they are manly competitors and not en-  
 “vious rivals. The considerate courtesy with  
 “which I have been treated by the Delegate of  
 “Great Britain on this, as on all other occasions,  
 “is a fair illustration of the relations of our  
 “respective countries. They may give rise to  
 “discussion, but they can never result in serious  
 “misunderstanding or disagreement.

“I have attempted to reply, in a spirit of

“d'amicale franchise à tout ce qui a été dit sur  
 “les observations qui ont amené cette discussion.  
 “J'ai, du moins, je l'espère, clairement établi  
 “que, si de ces débats il peut sortir quelque bien  
 “pour le pays qui y est le plus directement  
 “intéressé; si le Japon, par suite de ce qui  
 “pourra se passer au cours de cette Conférence,  
 “doit se trouver favorisé par des actes, et non  
 “trompé par d'illusoires promesses, loin de  
 “regretter aucun incident qui se sera produit,  
 “je considérerai que cette Conférence aura  
 “mérité non-seulement la reconnaissance du  
 “Japon, mais aussi et en même temps l'appro-  
 “bation de toutes les nations représentées ici.”

Sir Francis Plunkett observe que ce qu'il  
 avait voulu faire ressortir se réduit à ceci, que,  
 dans toute évaluation du commerce d'importa-  
 tion de l'Angleterre au Japon, il faut faire  
 entrer en ligne de compte les importations en  
 provenance des Indes Orientales et de l'Aus-  
 tralie, tandis que, pour les exportations, il faut  
 prendre en considération le fait qu'une partie  
 des marchandises exportées du Japon et qui  
 figurent dans les statistiques de la Douane  
 comme étant à destination d'Amérique, sont, en  
 réalité, à destination du Canada.

Il est alors procédé à la signature du proto-  
 cole N<sup>o</sup> 4.

M. Sienkiewicz demande à poser une question  
 au Président.

Le projet de convention qui a été communi-  
 qué, l'année dernière, aux Représentants étran-  
 gers, contenait un article par lequel le Gou-  
 vernement japonais se réservait le droit de dimi-  
 nuer ou de supprimer, en tout ou en partie, les  
 taxes d'exportation du Japon jusqu'ici payées et  
 perçues.

Cet article n'ajoutait rien, il est vrai, à un  
 droit qui appartient au Gouvernement japonais  
 d'une manière incontestable; il n'en empruntait  
 pas moins une grande importance aux intentions  
 qu'il laissait entrevoir. M. Sienkiewicz de-  
 mande en conséquence à Son Excellence M. le  
 Comte Inoué si la non reproduction de l'article  
 dont il s'agit dans le projet présentement sou-  
 mis à la Conférence, implique une modification  
 dans les intentions du Gouvernement japonais.

Le Président répond qu'il avait omis l'article  
 en question parce qu'il ne lui semblait pas qu'il  
 fût nécessaire d'affirmer sous la forme d'un  
 article un droit qui appartient indiscutablement  
 au Gouvernement japonais, c'est-à-dire le droit

“friendly sincerity, to what has been said con-  
 “cerning the remarks which caused this discus-  
 “sion. I trust that I have at least made it  
 “clear that if out of this proceeding any good  
 “shall come to the Empire most nearly interest-  
 “ed; that if Japan, on account of anything  
 “which happens at this Conference, shall be  
 “benefited by acts, and not deluded by empty  
 “promises, I shall regret no incident that has  
 “occurred, but shall consider that this Confer-  
 “ence deserves not alone the thanks of Japan,  
 “but the approval as well of all the Nations  
 “here represented.”

Sir Francis Plunkett remarked that all that  
 he had desired to point out was that in any  
 estimate made of the amount of the British  
 import trade with Japan importations from the  
 East Indies and Australia must be included,  
 while with regard to exports the fact must be  
 taken into consideration that a certain portion  
 of the goods exported from Japan, which were  
 entered in the Custom House statistics under the  
 head of American trade, were in reality consigned  
 to Canada.

Protocol No. 4 was then signed.

Mr Sienkiewicz desired to ask a question of  
 the President.

The Draft Convention which was com-  
 municated to the Foreign Representatives last  
 year contained an Article by which the Japanese  
 Government reserved to itself the right of  
 reducing or abolishing the whole, or any part  
 of the duties hitherto levied on exports from  
 Japan.

This Article, it was true, added in no way to  
 a right which incontestably belonged to the  
 Japanese Government, but, at the same time, it  
 possessed great importance by reason of the in-  
 tentions which it indicated. Mr Sienkiewicz  
 therefore begged to ask Count Inoué if the  
 non-reproduction of the Article in question in  
 the Draft now submitted to the Conference im-  
 plied any modification of the intentions of the  
 Japanese Government.

The President, in reply, said that he had  
 omitted the Article referred to, because it seemed  
 to him that there was no necessity to assert in  
 this form a right which indisputably belonged  
 to the Imperial Government; the right, namely,

de supprimer ou de réduire, en tout ou en partie, les droits d'exportation si l'intérêt du Japon le commande. Le Président saisit cette occasion de déclarer que le Gouvernement Impérial a décidé de supprimer les droits d'exportation sur les soies et sur le cuivre dès que le nouveau tarif d'importation, tel qu'il est proposé, entrera en vigueur.

M. Sienkiewicz remercie le Président de sa déclaration et il en prend acte.

M. de Speyer demande à appeler l'attention de la Conférence sur le point suivant.

L'article I du projet de Convention révisée ne faisant aucune mention du tarif d'exportation, il prend la liberté de proposer la rédaction suivante pour le premier alinéa de cet article :

"Il est convenu entre les Hautes Parties Contractantes qu'à partir du . . . . . prochain, "aux lieu et place des droits levés et perçus "jusqu'ici par le Japon à l'entrée et à la sortie "des marchandises, les droits spécifiés dans les "tarifs ci-annexés pourront être levés par le "Gouvernement japonais sur tous les produits "et objets manufacturés importés ou exportés "du Japon."

La mention du tarif d'exportation dans le corps de ce premier article et l'annexion de ce tarif à la Convention à conclure paraissent désirables pour deux raisons au Délégué de Russie: 1<sup>o</sup> parce que, n'ayant pas été abrogé, ce tarif reste naturellement en vigueur, et 2<sup>o</sup> parce que, depuis son origine, il a subi des changements notables qui n'ont jamais, à ce qu'il sache, été publiés dans leur ensemble.

M. de Speyer croit d'ailleurs inutile d'ajouter que l'amendement qu'il a l'honneur de proposer laisse au Gouvernement japonais toute liberté de réduire ultérieurement les droits d'exportation existants si telle était son intention.

Sir Francis Plunkett déclare approuver entièrement l'observation du Délégué de Russie, et il pense aussi qu'il est désirable qu'il soit fait quelque mention du tarif d'exportation. Il n'a aucune objection à ce que les droits d'exportation soient réduits; mais, à son avis, des garanties sont nécessaires contre l'augmentation des droits actuels et contre l'établissement de nouveaux. Tel est, s'il a bien compris sa pensée, l'objet de l'amendement proposé par M. de Speyer.

to abolish, or reduce the whole or any part of the export duties, in case Japanese interests should require it. He availed himself of this opportunity to announce that the Imperial Government had decided to abolish the export duties on silk and on copper as soon as the new import tariff, as proposed, came into force.

Mr. Sienkiewicz thanked the President for this declaration, and took note of it.

Mr. de Speyer desired to call the attention of the Conference to the following point.

Article I of the Revised Draft Convention made no mention of the export tariff. He, therefore, begged to propose that the first paragraph of this Article should read as follows:—

"It is agreed by the High Contracting Parties that from . . . . . next, in lieu of the duties "hitherto levied and collected on goods when "imported and exported, the duties specified in "the tariffs hereunto annexed may be levied "by the Government of Japan on all products "and manufactured goods imported to, or ex- "ported from Japan."

The mention of the export tariff in the Article referred to, and the addition of that tariff as an annex to the Convention to be concluded, appeared to the Delegate of Russia desirable for two reasons:—first, because this tariff, not having been cancelled, naturally remained in force; and, secondly, because since its original establishment it had undergone important changes, and apparently, had never been published in a complete form.

It was needless, he thought, for him to add that the amendment which he had the honor to propose left to the Japanese Government full liberty to make any subsequent reduction in existing export duties, if such was their intention.

Sir Francis Plunkett said that he agreed entirely with the remarks of the Delegate of Russia. Some mention of the export tariff was, he thought, desirable. He had no objection to the export duties being reduced, but some guarantee that they should not be increased, nor new export duties imposed was, in his opinion, necessary. This he understood was the intention of the amendment proposed by Mr. de Speyer.

M. de Speyer croit que l'inconvénient que fait entrevoir le Délégué de la Grande-Bretagne serait également conjuré par la mention du tarif d'exportation dans le corps même du traité à conclure.

M. Hubbard fait observer que l'amendement du Délégué de Russie constituant, en réalité, une proposition nouvelle d'un caractère important, la discussion doit en être remise à la prochaine séance.

Le Président déclare que les idées exprimées par le Délégué de Russie sont en parfait accord avec les intentions du Gouvernement japonais, mais qu'il ne voit pas la nécessité d'insérer l'amendement en question dans un article de la Convention: il suffira, à son avis, qu'il figure au protocole de la présente séance.

M. Neyt dit qu'étant en principe ennemi des droits d'exportation, il a entendu avec le plus vif plaisir la déclaration du Président relative à la suppression des droits sur la soie et le cuivre. Mais le Délégué de Belgique voudrait savoir pourquoi le Gouvernement japonais donne la préférence à la soie sur d'autres articles d'exportation qui ont déjà des marchés en Europe et aux Etats-Unis et qui en auraient de bien plus considérables si les droits qui les grèvent à la sortie étaient abolis. L'une des principales difficultés du commerce avec le Japon réside dans l'élévation du prix du fret, et cette difficulté est encore aggravée par le peu d'importance ou l'absence complète de chargement de retour pour les navires qui reviennent du Japon. La suppression des droits d'exportation aurait pour effet de remédier dans une certaine mesure à ce désavantage. Le camphre et le thé, par exemple, constituent des articles importants, et l'orateur ne voit pas pourquoi ils seraient placés dans une situation moins avantageuse que la soie. Dans l'intérêt du développement des échanges entre le Japon et certains pays étrangers, et surtout dans l'intérêt du consommateur, cette distinction lui semble fâcheuse. Il demande par conséquent au Président de vouloir bien donner des explications sur ce point.

M. Sienkiewicz croit que le Délégué de Belgique commet une erreur quand il affirme que la suppression des droits de sortie sur les soies profitera au consommateur. Il est bien établi, en effet, qu'en ce qui concerne cet article,

Mr. de Speyer thought that the inconvenience foreseen by the Delegate of Great Britain would equally be removed by the mention of the export tariff in the body of the treaty to be concluded.

Mr. Hubbard said that as the amendment offered by the Delegate of Russia was, in effect, a new proposition of an important character, it should be reserved for discussion at the next meeting of the Conference.

The President stated that the views expressed by the Delegate of Russia were in entire accord with the intentions of the Japanese Government, but that he did not think it was necessary that the amendment in question should appear in an Article in the Convention; its insertion in the Protocol of the present meeting would, in his opinion, meet every purpose.

Mr. Neyt observed that being on principle inimical to export duties he had heard with pleasure the declaration of the President with reference to the abolition of the export duties on silk and copper. He wished, however, to know why the Japanese Government gave preference to silk over other articles of exportation for which markets of consumption already existed in Europe and the United States, and the export of which would be much larger if the duties levied on them were abolished. One of the principal difficulties of trade with Japan lay in the dearthness of freights, and this difficulty was aggravated by the fact that vessels arriving in Japan could obtain little or no return cargo. The abolition of export duties would, to some extent, remedy this inconvenience. Camphor and tea, for instance, were important commodities, and he did not see why they should be placed at a disadvantage with silk. In the interest of the development of commercial intercourse between Japan and certain foreign countries, and especially in that of consumers, he thought that this discrimination was undesirable, and he therefore begged that the President would kindly give him explanations on this point.

Mr. Sienkiewicz was of opinion that the Delegate of Belgium made a mistake when he affirmed that the abolition of the export duty upon silk would principally benefit the consumer. It was a well known fact that in the case

ce sont les marchés d'Europe qui règlent les cours. Et, dès lors, tout le bénéfice qui résultera de la suppression des droits de sortie sera pour le producteur. Le seul avantage de cette mesure pour les pays importateurs, c'est qu'elle aura pour effet de favoriser et de développer la production de la soie au Japon.

Le Président, en réponse à M. Neyt, dit que le Gouvernement japonais se réserve le droit d'en agir avec les droits d'exportation comme le commanderait l'intérêt du Japon. En ce qui touche les deux articles mentionnés par lui, la soie et le cuivre, la suppression des droits d'exportation profitera au producteur, et par suite au pays lui-même, tandis que, d'autre part, cette suppression ne sera à l'avantage exclusif d'aucun pays importateur en particulier. Jusqu'à ce que le Gouvernement japonais ait pris une décision à l'égard des autres articles d'exportation, il n'est pas en mesure de désigner à l'avance ceux qui seront l'objet d'un dégrèvement analogue; mais il tient à ce qu'il soit bien entendu que son Gouvernement se réserve d'une manière générale le droit de suppression à l'égard de tous.

M. Hubbard partage l'opinion exprimée par le Délégué de France que la suppression des droits d'exportation profite au producteur et ne favorise pas le pays importateur.

M. Neyt remarque qu'il importe peu, en fin de compte, que ce soit le consommateur ou le producteur qui supporte les droits d'exportation; la seule existence de ces droits constitue une entrave aux relations internationales.

M. de Martino constate que personne ne songe à contester au Gouvernement japonais le droit de supprimer les droits d'exportation s'il le juge propos.

M. Neyt dit qu'il est bien loin de contester ce droit; il s'étonne seulement que le Gouvernement japonais l'exerce uniquement en faveur de la soie et du cuivre.

Le Président propose que, conformément à la règle adoptée à la première séance de la Conférence, la discussion de l'amendement de M. de Speyer relatif au tarif d'exportation soit renvoyée à la prochaine séance, comme l'avait déjà proposé le Délégué des Etats-Unis.

Cette proposition est adoptée.

of this article prices were regulated by the markets of Europe, and therefore the producer would reap all the benefit resulting from the abolition of the export duty. The only advantage to be gained by the countries of importation by the abolition of the duties was that it would have the effect of favoring and developing the production of silk in Japan.

In reply to Mr. Neyt, the President stated that the Japanese Government reserved to themselves the right to deal with export duties as the interests of the country demanded. In the case of the two articles he had named, silk and copper, the abolition of the export duties would have the effect of benefiting the producer and therefore the country, while on the other hand, it would not operate specially in favor of any particular importing country. Until the Japanese Government had come to a decision with regard to other articles of export, he was not in position to specify them, but he wished it to be clearly understood that his Government still reserved the general right of abolition with regard to all.

Mr. Hubbard concurred in the view of the Delegate of France, that the abolition of export duties benefited the producer, and did not operate in favor of the country of importation.

Mr. Neyt remarked that it mattered little in the end whether export duties were paid by the consumer or producer; the mere existence of these duties alone tended to hamper international relations.

Mr. de Martino was of opinion that no one would contest the right of the Japanese Government to abolish export duties if they thought fit.

Mr. Neyt stated that he was far from contesting this right; he was only surprised that the Japanese Government should exercise it in the case of silk and copper alone.

The President proposed that in accordance with the rule adopted at the first meeting of the Conference, the amendment of Mr. de Speyer with reference to the export tariff should, as had already been proposed by the Delegate of the United States, be deferred for discussion to the next meeting.

This proposition was agreed to.

Le Président propose ensuite que les Règlements commerciaux, les Règlements de Magasins publics et ceux d'Entrepôts en débet, soient renvoyés à la Commission nommée pour l'examen du tarif.

M. Sienkiewicz approuve la proposition du Président; mais il considère qu'il faudrait aller plus loin encore et communiquer tous les documents à la Commission, qui pourra soumettre au comité consultatif tels des points spéciaux sur lesquels l'avis des négociants paraîtra nécessaire. Les membres de la Conférence n'ont pas, pour la plupart, la compétence indispensable pour discuter toutes les questions techniques traitées dans les documents annexés au projet de Convention, et la Commission sera mieux en état de les étudier d'une manière profitable. Il doit être bien entendu néanmoins que chaque membre de la Conférence aura le droit d'assister aux séances de la Commission avec voix délibérative.

M. de Martino ne croit pas qu'il soit utile ou opportun de fixer un système que la Commission du tarif devrait suivre pour prendre l'avis des négociants. La Commission a bien voulu accepter de consulter des négociants de toutes les nationalités, et cela doit suffire à la Conférence qui a placé sa confiance dans les membres qu'elle a choisis pour faire partie de la susdite Commission. Le Délégué d'Italie, du reste, ne croit pas que la Conférence ait voulu imposer à la Commission un comité de négociants. Que la Commission interroge les négociants de la manière qui lui paraîtra la meilleure pour s'éclairer, soit en leur adressant par écrit un questionnaire, soit en les invitant séparément en sa présence.

M. Hubbard dit qu'il ne voit pas la nécessité pour la Commission du tarif de communiquer aux négociants les Règlements commerciaux ni les Règlements d'Entrepôts. Ces derniers Règlements, en particulier, impliquent l'existence de contrats et rentrent dans la catégorie des lois, et, dans ces conditions, il ne distingue pas l'avantage qu'il pourrait y avoir à consulter sur ce sujet des négociants.

Sir Francis Plunkett dit que lui et ses collègues de la Commission du tarif s'estiment flattés de la confiance dont témoigne à leur égard la proposition faite par le Délégué de France que tous les documents commerciaux

The President <sup>then</sup> proposed that the Trade Regulations, the Public Warehouse Regulations, and the Bonded Warehouse Regulations should be referred to the Committee which had been already appointed to consider the Tariff.

Mr. Sienkiewicz approved of the proposition of the President, but he considered that they ought to go further, and hand over all the documents to the Commission, which might submit to the Consulting Committee any special points in regard to which it might be desirable to obtain the opinion of the merchants. Most of the members of the Conference were not sufficiently competent to discuss all the technical questions dealt with in the papers annexed to the Draft Convention, and the Commission would be better able to study them in a profitable manner. It ought to be understood, nevertheless, that each member of the Conference should have the right of taking part in the sittings of the Commission with a deliberative voice.

Mr. de Martino did not think that it would be either useful or opportune to lay down a plan for the Committee to follow in obtaining the opinions of merchants. The Committee had kindly consented to consult merchants of all nationalities, and this ought to be sufficient for the Conference, which had placed its confidence in the members whom it had chosen to form part of the Committee. Besides, the Delegate of Italy did not think that the Conference wished to impose on the Committee a sub-Committee of merchants. Let the Committee make enquiries of the merchants in the manner which it might consider best for obtaining information, either by putting a series of questions to them in writing, or by inviting their separate attendance.

Mr. Hubbard stated, that he did not consider it necessary for the Tariff Committee to communicate the Trade or the Warehouse Regulations to the merchants. The Bonded Warehouse Regulations, in particular, involved the question of contract and were in the nature of law, and he did not see what advantage was to be gained by consulting merchants in regard to them.

Sir Francis Plunkett said that he and his Colleagues on the Tariff Committee were much flattered by the confidence shown by the proposition of the Delegate of France, that all the commercial documents attached to the Draft

annexés au projet de Convention leur soient renvoyés. Pour lui, cependant,—et il croit se faire, en parlant ainsi, l'interprète des sentiments de ses collègues,—il juge que la tâche qui leur a été primitivement confiée est déjà suffisante et que si, au tarif qu'ils sont déjà chargés d'étudier, on ajoute les Règlements commerciaux et les Règlements d'Entrepôts, ils se trouveront débordés. Il ne peut donc, avant d'en avoir conféré avec ses collègues, accepter la nouvelle tâche que l'on propose de leur confier.

Avant d'avoir entendu les idées exprimées par le Délégué des États-Unis, il se proposait, en sa qualité de Président de la Commission du tarif, de demander à la Conférence la permission de communiquer à la Chambre de Commerce le projet de tarif *ad valorem* de 1882, et de le publier, si la Commission le désirait. Il serait prématuré de communiquer actuellement les autres documents. Le plus simple serait que la Commission reçût de la Conférence, d'une manière générale, l'autorisation de communiquer les documents,—autorisation dont elle userait quand elle le jugerait nécessaire. Le motif qui conduit le Délégué de la Grande-Bretagne à faire cette proposition, est qu'il faudra nécessairement consulter un grand nombre de négociants qui se trouveront ainsi initiés à des questions confidentielles. Il est donc à désirer, tant dans l'intérêt de l'ensemble des négociants, que dans le but de couper court à des spéculations peu légitimes, que tous les négociants se trouvent placés sur le même pied en ce qui concerne les informations confidentielles divulguées par la Commission.

M. de Martino demande à Sir Francis Plunkett, comme Président de la Commission du tarif, s'il ne verrait aucun moyen d'éviter qu'on communiquât le tarif *ad valorem* aux négociants qui seront interrogés. Ce tarif est d'une nature tout aussi confidentielle que tous les autres documents qui ont été soumis à la Conférence par le Gouvernement japonais. Le Délégué d'Italie se demande si des inconvénients assez sérieux ne pourraient dériver du fait que le nouveau tarif serait connu par la classe commerçante longtemps avant qu'il ne puisse être mis en vigueur. Quant à croire qu'on pourrait en limiter la publicité après qu'un certain nombre de négociants en auraient connaissance, il ne faut guère l'espérer. Le pourrait-on ne serait-ce pas manquer d'équité envers

Convention should be referred to them. For his part, however, and he believed he might also speak for his Colleagues, he thought the work already intrusted to them was sufficient, and if to the tariff, which was already under their consideration, the Trade and the Warehouse Regulations were to be added, their hands would be quite full; he could not, therefore, without further consultation with his Colleagues, accept the additional task which had been suggested.

Before hearing the views expressed by the Delegate of the United States, he, as Chairman of the Tariff Committee, had proposed asking the Conference for permission to communicate to the Chamber of Commerce the draft of the *ad valorem* tariff of 1882, and to allow them to publish it if they desired to do so. It would be premature to communicate the other documents at present, but it would be convenient that the Tariff Committee should receive from the Conference a general permission to communicate papers to be used when it was considered necessary. His reason for making this proposal was that many merchants must necessarily be consulted, and would, consequently, be in receipt of information on confidential subjects; it was therefore desirable in the interests of the mercantile community in general, and also with a view to checking any undue speculation, that all merchants alike should be on the same footing in regard to the confidential information imparted by the Committee.

Mr. de Martino asked Sir Francis Plunkett as Chairman of the Tariff Committee, if he saw no means of avoiding the communication of the *ad valorem* tariff to the merchants who would be consulted. This tariff was of just as confidential a nature as all the other documents submitted to the Conference by the Japanese Government. It appeared to the Delegate of Italy questionable whether serious inconveniences might not arise from the fact that the new tariff would become known to the mercantile class long before it could be put into operation; as to the idea that its publicity could be limited after a certain number of merchants had been made aware of it, it was impossible to entertain this hope. Even if it were possible so to limit its publicity, would it not be unjust towards

ceux qui, n'en ayant pas connaissance, ne pourraient en profiter, de même que les privilégiés, pour des opérations ou des spéculations commerciales? M. de Martino ajoute que les observations qu'il vient d'adresser à la Conférence n'ont pour but que de mieux connaître les intentions à cet égard de la Commission et d'éviter tout malentendu avec le Gouvernement du Japon qui a considéré jusqu'ici tous les documents dont s'occupe et s'occupera la Conférence comme étant "strictement confidentiels," c'est-à-dire à l'abri de la publicité.

M. Sienkiewicz revenant à la proposition qu'il a faite de confier à la Commission du tarif tous les documents concernant le commerce, constate qu'il existe entre tous ces documents des rapports, des liens qui ne permettent pas de les séparer. Nommerait-on une Commission nouvelle pour l'examen de certains règlements, que les membres de la Commission du tarif ne manqueraient pas d'assister aux séances de cette nouvelle Commission, de prendre part à ses délibérations. Il est donc, à tous les points de vue, préférable de n'avoir qu'une Commission.

Sir Francis Plunkett répond que la Commission se chargerait volontiers de la tâche qui lui serait assignée par la Conférence, dans la limite précédemment indiquée par lui. Les travaux que lui et ses collègues sont en mesure d'entreprendre dès à présent comprennent le Tarif, les Règlements commerciaux et les Règlements de Magasins publics et d'Entrepôts. Son honorable collègue le Délégué de France a émis l'avis qu'un comité de négociants fût désigné pour être consulté. Il ne pense pas, toutefois, que cette mesure soit nécessaire. Le nombre des négociants à consulter est déjà si grand que s'il fallait en former un comité représentatif, ce comité aurait des proportions trop considérables pour qu'on pût y recourir commodément. Le système que la Commission se propose d'adopter consisterait à envoyer aux divers négociants une circulaire contenant un questionnaire et à consulter verbalement, sur les points de détail, tels d'entre eux que la Commission jugerait nécessaire d'interroger.

M. Sienkiewicz fait observer qu'un comité consultatif de négociants avait pourtant été

those who not having the same knowledge of this Draft Tariff could not profit by it in the same way as those specially privileged, to conduct commercial operations or speculations? Mr. de Martino added that in making these observations to the Conference he had no other object than to gain a better understanding of the intentions of the Committee with regard to these points, and to avoid the occurrence of any misunderstanding with the Japanese Government, who had regarded up till now all the documents which were then actually engaging, and would hereafter engage, the attention of the Conference as "strictly confidential," that is to say, as not intended for publication.

Mr. Sienkiewicz, coming back to the proposition made by him to entrust to the Tariff Committee all the documents concerning commercial matters, pointed out that all these documents were connected together in such a manner as to render their separation impossible. If a new Committee were appointed for the examination of certain regulations the members of the Tariff Committee would certainly attend the sittings of this new Committee and take part in its deliberations. In view of these considerations, therefore, it was preferable that there should be only one Committee.

Sir Francis Plunkett replied that the Committee would gladly accept the task assigned to them by the Conference, with the limitation which he had previously mentioned. The work which he and his Colleagues were willing to undertake at once comprised the Tariff, the Trade Regulations and the Public and Bonded Warehouse Regulations. It had been suggested by his Honorable Colleague, the Delegate of France, that a Sub-Committee of merchants should be appointed for the purpose of consultation. He did not, however, think that it would be necessary to do this. The number of merchants to be consulted was already so large that any representative Sub-Committee chosen would be unwieldy. The plan which the Committee proposed to adopt would be to send round a circular note, containing a series of questions to be answered, and to consult verbally on points of detail such merchants as the Committee might think it necessary to interrogate.

Mr. Sienkiewicz observed that a Consulting Committee of merchants had nevertheless been

constitué en 1882 et que ce comité avait pu fonctionner d'une manière satisfaisante, puisqu'il avait produit un document important. Il y aurait, d'ailleurs, un moyen fort simple d'obvier à la difficulté résultant du trop grand nombre de membres dans le comité. Ceux-ci pourraient se concerter, discuter entre eux les questions qui leur seraient soumises par la Commission, et lorsqu'ils seraient arrivés à une conclusion, les négociants de chaque nationalité désigneraient l'un d'entre eux qui aurait mission de se mettre en rapport avec la Commission et de lui transmettre les vues du groupe qu'il représenterait.

M. de Martino pense que le système énoncé par le Délégué de la Grande-Bretagne pour consulter les négociants est le meilleur que puisse employer la commission. Mais, tout en étant d'avis, ainsi qu'il l'a déjà soutenu, que la Commission doit être laissée maîtresse d'adopter tel procédé qu'il lui conviendra pour se procurer les renseignements désirés, il ne peut modifier son opinion quant à l'opportunité que le tarif ne soit pas livré à la publicité.

Le Président déclare être d'accord avec M. de Martino pour reconnaître l'inopportunité qu'il y aurait à divulguer le tarif. Il verrait les plus grands inconvénients, à cause des discussions qui ne manqueraient pas de se produire, à ce que la presse s'emparât du tarif. Il lui semble, d'ailleurs, que la Commission aurait le moyen de se procurer les informations qu'elle désire sans divulguer des questions qui, pour le moment, doivent demeurer strictement confidentielles.

M. von Holleben juge que l'on doit s'en rapporter à la Commission du soin de déterminer les moyens qu'elle emploiera pour obtenir des éclaircissements sur la question du tarif.

Le Président dit qu'il n'a pas d'objection à ce que l'on consulte des négociants, mais il est opposé à la divulgation du tarif.

M. Neyt pense qu'il ne peut résulter aucun inconvénient de la publicité donnée au tarif, à condition que cette publicité soit complète; mais que si l'on communique seulement ce document à vingt négociants, par exemple, ceux-ci pourront en profiter pour se livrer à des spéculations et pour abuser de leur avantage. Il est d'avis que si un nombre limité de négociants sont mis dans le secret du tarif, il faut que tous ceux qui y auront intérêt, sans

appointed in 1882, and that this Committee had worked in a satisfactory manner, for it had produced an important document. There was, however, a very simple method of overcoming the difficulty occasioned by too large a number of merchants. These merchants might consult together, and discuss the questions submitted to them by the Committee, and when they had come to a decision, the merchants of each nationality could nominate one of their number who would be empowered to enter into direct relations with the Committee, and transmit to them the views of the group which he represented.

Mr. de Martino thought that the plan for consulting the merchants stated by the Delegate of Great Britain was that best suited for adoption by the Committee; but although he was of opinion, as he had already said, that the Committee should be left free to take whatever course they considered best for obtaining the information desired, he could not change his opinion with regard to the undesirability of publishing the tariff.

The President said that he agreed with Mr. de Martino in thinking it inadvisable to give publicity to the tariff. It was highly undesirable, he thought, in view of the discussion which would undoubtedly be provoked, that any mention of the tariff should appear in the Press. It was possible for the Tariff Committee, in his opinion, to obtain the information which they desired, without divulging matters which, for the present, ought to be considered strictly confidential.

Mr. von Holleben thought that it should be left to the Committee to decide what course they should pursue in obtaining information on tariff matters.

The President said he had no objection to merchants being consulted, but he was averse to the publication of the tariff.

Mr. Neyt thought no inconvenience could arise from the publication of the tariff, provided such publication was full and complete; but that if information were given only to twenty merchants, for example, the information thus given might lead to speculation, and might easily be abused. He was of opinion that if a limited number of merchants were to be let into the secret of the tariff, all merchants who were interested therein should, without exception, be

exception, y soient mis également.

Sir Francis Plunkett regrette de ne pouvoir partager la manière de voir du Président en ce qui concerne la divulgation du projet de tarif. Ce projet de tarif *ad valorem* a été accepté par la Conférence sous l'entente que le Gouvernement japonais ferait en échange certaines concessions. Accepté ainsi sous condition, ce projet se trouve définitivement arrêté et ne peut plus être changé. Dès lors, il ne saisis pas comment le fait que ce projet se trouve être encore en discussion peut empêcher qu'il soit rendu public.—Le Délégué de la Grande-Bretagne insiste particulièrement sur ce point qu'il serait impossible de consulter trente négociants, par exemple, sur le projet de tarif, sans que la chose s'ébruitât, et il considère que, pour maintenir la balance égale entre tous, tous les négociants sans exception doivent être mis en mesure de connaître les détails qui pourront être communiqués par la Commission du tarif à ceux d'entre eux, en petit nombre, qui seront consultés. Il ne voit pas clairement quel mal pourrait résulter de la publication du tarif *ad valorem* adopté par la Conférence.

M. Zappe dit que le Délégué de la Grande-Bretagne a été au-devant des remarques qu'il se préparait à faire lui-même sur ce sujet; et il se borne, par suite, à déclarer qu'il partage entièrement les idées exprimées par Sir Francis Plunkett.

M. Hubbard ne pense pas qu'il soit nécessaire de livrer le projet de tarif *ad valorem* à la publicité, puisque ce projet ne constitue, en somme, qu'une base. La Commission, à son avis, a la possibilité de se procurer toutes les informations nécessaires relatives à la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques, sans aller jusqu'à divulguer les détails du tarif lui-même.

Le Président dit qu'il est d'accord avec M. Hubbard pour croire que la Commission peut obtenir toutes les informations dont elle a besoin sans rendre public le tarif. Un des principaux inconvénients qu'il voit à cette divulgation, c'est le long intervalle qui s'écoulera avant que le tarif n'entre en vigueur; mais le plus sérieux réside dans les discussions qui ne manqueraient pas de se produire dans la presse à la suite de cette divulgation, et que le Comte Inoué a d'importantes raisons de vouloir éviter. A son avis, le délai de six mois qui sera laissé

placed on the same footing.

Sir Francis Plunkett said that he was unable to agree with the President on the question of the publication of the Draft Tariff. This Draft *Ad Valorem* Tariff had been accepted by the Conference on the understanding that certain reciprocal concessions were to be made by the Japanese Government. As thus conditionally accepted it was fixed, and could not be altered. This being so, he saw no reason to object to its publication because it happened to be still under consideration. He desired to lay stress on the point that 30 merchants, for example, could not be consulted on the Draft Tariff without the fact becoming known to the public,—and he thought that, in fairness to the mercantile community in general, all merchants should equally be placed in a position to learn the details which might be communicated by the Tariff Committee to the few who were consulted. He could not see what harm would arise from the publication of the Draft *Ad Valorem* Tariff agreed to by the Conference.

Mr. Zappe observed that the Delegate for Great Britain had anticipated the remarks he was about to offer on this subject, and that he need therefore only associate himself with the opinion expressed by Sir Francis Plunkett.

Mr. Hubbard said that he did not think it was necessary to publish the Draft *Ad Valorem* Tariff, as it was only after all a basis. The Committee, he thought, could obtain all requisite information with reference to the conversion of *ad valorem* into specific rates, without going so far as to divulge the details of the tariff.

The President stated that he agreed with Mr. Hubbard that it would be possible for the Committee to obtain all the information they desired without publishing the tariff. One objection to its publication was the long period which would elapse before it came into operation, but the most serious objection was the discussion in the Press which such publication was certain to create, and which he was, for important reasons, anxious to avoid. He thought that the six month's notice which it was intended to give would be quite sufficient.

après la notification sera bien suffisant.

Sir Francis Plunkett propose que la question soit réservée jusqu'à la prochaine séance.

Cette proposition est appuyée par le Délégué d'Italie et acceptée à l'unanimité.

Le Président constate que la Conférence a décidé, d'une part, de renvoyer à la Commission du Tarif les Règlements commerciaux et les Règlements de Magasins publics et d'Entrepôts; et, d'autre part, de réserver pour une discussion ultérieure la question de savoir si les autres documents annexés au projet de Convention et ayant trait à des matières commerciales, seront également renvoyés à la même Commission.

Le Président rappelle ensuite que le sujet qui se présente en second lieu dans l'ordre de discussion est l'Article I du projet de Convention révisée.

Sir Francis Plunkett demande à appeler l'attention sur le dernier paragraphe de l'Article I, où il est dit que "le Gouvernement japonais se réserve le droit de prohiber ou de restreindre l'importation de tous objets qui pourraient, par suite de maladies épidémiques régnant à l'étranger, être dangereuses pour la vie, la santé ou la propriété des personnes résidant au Japon, ou qui seraient de nature à mettre en danger ou à troubler la paix ou la sécurité de l'Empire".

Le Délégué de la Grande-Bretagne, tout en ne contestant pas le droit que possède le Gouvernement japonais de prendre telles mesures qui lui sembleront nécessaires pour prévenir les épidémies et les troubles intérieurs, trouve que les termes employés dans la rédaction sont trop généraux. Il reconnaît qu'il est parfaitement juste que des prohibitions convenables soient appliquées à l'importation d'objets tels que les armes et la dynamite; mais il considère que la présente rédaction de l'article pourrait donner lieu à des malentendus en ce qui touche les marchandises dont les Parties Contractantes n'ont pas en vue l'exclusion. Il soumet, en conséquence, à l'appréciation de la Conférence l'avis que la rédaction soit modifiée.

M. Sienkiewicz fait observer que l'article en question contient deux sujets bien distincts. Il comprend à la fois, en effet, des mesures de sécurité publique et des mesures d'hygiène publique. En ce qui concerne les premières, une clause des traités existants leur a été con-

Sir Francis Plunkett proposed that the question should remain over until the next meeting.

This proposal was supported by the Delegate of Italy, and was adopted unanimously.

The President stated that he understood that it had been agreed by the Conference that the Trade Regulations and the Bonded, and Public Warehouse Regulations should be entrusted to the Tariff Committee, while the question of the other annexes to the Convention relating to commercial matters should be reserved for future consideration.

The President then called attention to the fact that the subject next in order for discussion was Article I of the Draft Revised Convention.

Sir Francis Plunkett desired to call attention to the last paragraph of Article I, in which it was stated that the Japanese Government reserved to themselves "the right to prohibit or restrict the importation of any Article which might, on account of the prevalence of epidemic diseases abroad, endanger the lives, health, or property of persons in Japan, or which might tend to endanger or disturb the peace or tranquility of the Realm."

The Delegate of Great Britain, while not contesting the right of Japan to take any measures she might consider necessary in regard to the prevention of epidemics or of internal troubles, was of opinion that the wording in question was too general. It was, of course, only right that suitable prohibitions should be imposed upon the importation of such things as arms and dynamite, but he thought that, as the Article stood, some misapprehension might arise in regard to goods the exclusion of which was not contemplated by the Contracting Parties. He would suggest, therefore, for the consideration of the Conference that the wording should be altered.

Mr. Sienkiewicz was of opinion that this Article embodied two subjects which were quite distinct. It comprised in fact, at the same time, measures of public security and sanitary measures. As far as regarded the first, a special clause had been set apart for them in the exis-

ing treaties, while so far as sanitary measures were concerned, it was difficult to provide beforehand in a Convention for such measures as circumstances might render necessary. He thought that it would be sufficient to state the principle in a general manner in the text of the Convention, and refer points of detail for treatment to special Regulations.

Sir Francis Plunkett constate qu'il lui semble que tous les Délégués sont d'accord en principe sur l'opportunité de modifier la rédaction. Il préparera un projet de rédaction du texte de cet article sous la forme nouvelle qu'il propose de lui donner et soumettra ce projet à la Conférence à la prochaine séance.

Le Président propose que la Conférence s'ajourne au mardi 15 juin à 2 heures de l'après-midi.

Cette proposition est adoptée et la séance est levée à 5 heures moins 20 minutes.

Signé :

SIENKIEWICZ.  
R. DE MARTINO.  
G. NEYT.  
HOLLEBEN.  
ZAPPE.  
J. DELAVAT.  
SPEYER.  
A. WOLFF.

ing treaties, while so far as sanitary measures were concerned, it was difficult to provide beforehand in a Convention for such measures as circumstances might render necessary. He thought that it would be sufficient to state the principle in a general manner in the text of the Convention, and refer points of detail for treatment to special Regulations.

Sir Francis Plunkett observed that it seemed to him that the Delegates were agreed in principle as to the desirability of altering the wording in question. He would prepare a draft of this Article in the altered form which he desired to suggest, and would submit this draft to the Conference at its next sitting.

The President proposed that the Conference should adjourn until Tuesday the 15th of June at 2 o'clock in the afternoon.

This proposal was adopted, and the meeting terminated at 20 minutes to 5 o'clock.

Signé :

INOUE KAORU.  
AOKI.  
ZALUSKI.  
F. R. PLUNKETT.  
RICHARD B. HUBBARD.  
J. J. VAN DER POT.  
J. LOUREIRO.

Certifié conforme à l'original :

Certified to be a correct copy :

SAITO SHIUCHIRO.  
BARON DE SIEBOLD.  
D. W. STEVENS.  
JOHN H. GUBBINS.  
P. DE LUCY-FOSSARIEU.